



Revue de presse

Semaine du 14 au 20 mai 2022

A NE PAS MANQUER

Un futur observatoire des indépendants par le GNI et Food Service Vision

BRA RESTAURATION 19/05/2022

Créer un observatoire pertinent et complet sur les activités des acteurs indépendants de la restauration : tel est l'objectif du GNI et de Food Service Vision, qui viennent de conclure un partenariat stratégique en ce sens.

Loi agec premier janvier, soyez prêt

ZEpro snack mai 2022 (article print en ligne p.12-13)

FOCUS **Loi Agec** **Le 1^{er} janvier, soyez prêts !**

Le 1^{er} janvier 2023 rentrera en vigueur la loi Agec. Les contenants jetables seront alors interdits pour le service à table des établissements de restauration rapide de plus de 20 places. C'est aussi à cette date que sera appliquée la nouvelle REP ER.

Le 1^{er} janvier 2023, une nouvelle disposition de la loi Agec entrera en vigueur : à cette date, les établissements de restauration rapide devront se doter de vaisselle réutilisable pour les repas et les boissons servis sur place. Fini les gobelets, couvercles, assiettes, récipients et couverts jetables. Sont concernés tous les lieux comprenant plus de 20 places assises. Pour rappel, la loi Agec c'est la loi anti-gaspillage pour une économie circulaire. Promulguée en 2020, elle prévoit la fin de la mise sur le marché des emballages en plastique à usage unique d'ici à 2040. Plusieurs étapes ont déjà été passées : au 1^{er} janvier 2021, interdiction des pailles, des couverts jetables, touillettes, cou-

vercles des gobelets à emporter, et les boîtes en polystyrène expansé (les fameuses boîtes à kebab). À cette loi s'est ajoutée, en février 2021, la charte de la restauration livrée, signée par 34 acteurs. En 2022, 10% des emballages de la VAE devront être réutilisables. Là également, l'objectif est de lutter contre le gaspillage et le suremballage afin de réduire les contenants et les emballages en plastique à usage unique. Et ce n'est pas tout, « la loi Agec impose aussi la préparation de la filière Responsabilité élargie du producteur pour les emballages en restauration (REP ER) », expliquait Frédérique Lehoux, directrice du Géco Food Service, lors d'une conférence qui se tenait sur le Sandwich & Snack Show. « Cette nouvelle REP, applicable elle aussi au 1^{er} janvier 2023, oblige

la filière restauration à travailler sur la prévention des déchets, leur écoconception et leur réemploi », poursuit-elle. Du côté du ministère, on explique qu'« il est impératif que toutes les enseignes de restauration rapide se mettent en conformité », détaillait en juillet dernier Barbara Pompili, ministre de la Transition écologique. C'est dire si ça s'agit dans les grandes chaînes de restauration. Sans parler des fournisseurs qui fourmillent d'idées concrètes pour permettre aux restaurateurs de se mettre en conformité. Tout un pan de l'économie, en ordre de bataille pour être prêt dans quelques mois.

Des solutions existent ! Heureusement, de très nombreuses solutions ont vu le jour. Et depuis deux ans, des expérimentations sont faites par les

enseignes (restaurant 100 % consigne de Class'crouste). Des indépendants sont déjà passés à la vaisselle réutilisable (Acai & You), voire à la consigne (Poke Bar). Les contenants recyclables sont devenus pléthoriques, voire réutilisables, la problématique dans ce dernier cas étant la gestion : celle du lavage et du retour de ces fameux contenants. Des solutions de réemploi sont à disposition, Pyxo, GreenGo, Dabba ou En Boîte le Plat, ou l'ancien BarePack, depuis absorbé par &Repeat. Des expérimentations ont été lancées par les plateformes (Deliveroo ou Uber Eats). Des solutions de lavage « industriel » sont montées comme celle proposée par Uzage. Elles existent donc, il ne reste plus qu'à les mettre en place. Le 1^{er} janvier 2023, c'est déjà demain ! ●

“La nouvelle REP ER* aura un impact économique sur les acteurs de la filière restauration, déjà très fragilisés par la crise.”

*Emballages en restauration

Frédérique Lehoux,
directrice du Géco Food Service



SALON

Inflation galopante, arbitrage des dépenses et pricing, comment résoudre ce nouveau virage pour la RHD

SNACKING 18/05/2022

Face à une inflation hors de contrôle et des arbitrages qui commencent à s'opérer par les consommateurs dans leurs dépenses, le pricing est devenu un levier déterminant pour conserver ou gagner des parts de marché. **Le cabinet Simon-Kucher & Partner représenté par David Vidal, Managing Partner et Clara Soppo Priso, Partner, et spécialisé sur les stratégies de croissance dans la distribution et la restauration, viendra présenter au congrès du Snacking du 7 juin** prochain, ses perspectives sur les dynamiques de l'inflation dans le secteur de la restauration, et les apprentissages issus de la période en cours sur les leviers et les ruptures à envisager pour préserver un trafic rentable dans ce contexte.

Sirha Green : le programme se précise

BRA RESTAURATION 17/05/2022

Le Sirha Green, qui se tiendra du 8 au 9 juin 2022 à Eurexpo Lyon, sera une fois encore l'occasion de découvrir des solutions en lien avec les mutations du Food Service et de l'alimentation.

« Cuisinier : un métier à communiquer », 2e conférence annoncée du salon Restau'Co

LE CUISINIER 16/05/2022

Le salon Restau'Co sera de retour le 15 juin prochain à Paris Porte de Versailles pour une 7e édition. Comme chaque année, un riche programme de conférences centrées sur les enjeux et perspectives de la restauration collective sera proposé aux visiteurs et exposants pour échanger autour de thématiques d'actualité et créer du lien entre professionnels.

Environnement et développement durable, au cœur du SETT 2022

ZEpro resto mai 2022 (article print en ligne p.8)



HABITUDES DE CONSOMMATION / FILIERE / AGRICULTURE

Relancer la dynamique sur les cônes

LE MONDE DU SURGELE 19/05/2022

2022 promet d'être un bon cru pour le segment des cônes ! Alors qu'Extrême double ses investissements publicitaires, Cornetto grossit les rangs, Kinder Bueno et Côte d'Or débarquent.

RESTAURATION COMMERCIALE

JO 2024: du végétal et du local dans l'assiette à Paris

LE FIGARO 28/05/2022

Plus de végétal et 80% de produit en France dans l'assiette: les organisateurs des JO de Paris 2024 promettent une alimentation responsable et locale pour les 13 millions de repas servis pendant les Jeux olympiques et paralympiques.

Forte reprise des défaillances au premier trimestre

ZEpro resto mai 2022 (article print en ligne p.6)

Selon le Gira, le burger perd du terrain

ZEpro resto mai 2022 (article print en ligne p.6)

Expériences exigées

ZEpro resto mai 2022 (article print en ligne p.20)

Les villes françaises de la restauration rapide

ZEpro snack mai 2022 (article print en ligne p.4)

RESTAURATION COLLECTIVE

AFP – 20/05/2022 : Hauts-de-Seine: intoxication dans une cantine, 363 élèves malades

Une intoxication alimentaire collective dans la cantine d'un groupe scolaire de Châtenay-Malabry, en banlieue parisienne, a touché cette semaine 363 élèves et 20 adultes, a indiqué vendredi la préfecture des Hauts-de-Seine. "Au 19 mai, 383 élèves ont été déclarés malades au niveau primaire et secondaire et parmi les professeurs et encadrants", explique la préfecture dans un communiqué. Toujours selon le communiqué, toutes les personnes malades présentaient des "symptômes digestifs (nausées, douleurs abdominales, vomissements, diarrhées)". Trois enfants ont été "ponctuellement hospitalisés". La restauration a été arrêtée ce vendredi, précise la préfecture qui ajoute que "des analyses sont en cours (...), en lien avec le prestataire de la cantine et le responsable de l'établissement, pour déterminer l'origine de l'intoxication". L'agence régionale de santé (ARS) et la direction départementale de protection des populations (DDPP) sont intervenues.

« Repas à l'hôpital » : 6 expérimentations et un premier bilan

LE CUISINIER 18/05/2022

Après plusieurs années d'expérimentation, Didier Girard, chargé de mission Restau'Co, a dressé le bilan du projet Repas à l'hôpital, mené de 2018 à 2021. Son intervention s'est déroulée lors des Assises de l'Udihr (Union des ingénieurs hospitaliers en restauration) qui se sont tenues les 11 et 12 mai dernier au CHU de Toulouse.

Restauration collective : pourquoi les prix des produits surgelés progressent-ils autant ?

LES MARCHES 17/05/2022 (article réservé aux abonnés)

En mai, une nouvelle fois, la cotation nationale officielle des surgelés s'illustre par des hausses records, notamment en viande, que Les Marchés vous propose de décrypter.

Le menu végétarien en restauration collective en 5 points

LES MARCHES 17/05/2022 (article réservé aux abonnés)

La loi Climat et Résilience, promulguée en août 2021, a modifié quelques points concernant le menu végétarien en restauration collective. Rappel et précisions.

Conférence FCSI Europe : agir à tous les niveaux pour transformer le futur du foodservice

CUISINE PRO 15/05/2022

C'est dans un cadre enchanteur et en pleine nature que se sont retrouvés les consultants européens de l'ingénierie Hôtellerie-restauration pour aborder des thèmes passionnants souvent graves mais aussi porteurs d'espoir pour l'avenir de la planète.

INFOS INTERNES

Derichebourg s'installe à la table d'Elior

LE FIGARO 19/05/2022

Le groupe de recyclage monte à près de 20% au capital du géant de la restauration collective. Robert Zolade, le fondateur d'Elior, cède sa place de premier actionnaire du géant de la restauration collective (avec 18,6% en capital en mars) au groupe Derichebourg.

Lactalis FoodService : Un portefeuille élargi avec Leerdammer

BRA RESTAURATION MAI 2022

Depuis janvier 2022, Lactalis Foodservice propose la marque Leerdammer aux professionnels de la restauration commerciale et collective.

Elior: le patron par intérim met le groupe au régime sec

LE FIGARO 18/05/2022 (article réservé aux abonnés)

Victime de l'inflation, le groupe de restauration collective va renégocier des milliers de contrats. Il ferme une filiale déficitaire aux États-Unis.

Restauration collective : Unigrains entre au capital de Restoria

LES MARCHES 18/05/2022

La société d'investissement spécialiste de l'agroalimentaire est devenue actionnaire minoritaire de la société de restauration collective angevine.

Ovoproduits : Cocotine déploie de nouveaux potentiels à Ploërmel

LES MARCHES 17/05/2022

Dans le Morbihan, le site industriel de PEP Cocotine, où travaillent 280 personnes en trois-huit, se dote d'outils de production plus performants et développe les produits cuits haut de gamme.

Russie : McDonald's vend ses restaurants

L HOTELLERIE RESTAURATION 17/05/2022

Ce lundi 16 mai, la chaîne de restauration rapide McDonald's a déclaré qu'elle se retirait de Russie, à la suite de l'invasion de l'Ukraine par les troupes du Kremlin. "Le respect de nos valeurs signifie que nous ne pouvons plus conserver les arches [le logo de McDonald's NLDR] en Russie", a justifié le PDG du groupe Chris Kempczinski, cité dans un communiqué de l'entreprise.

Le groupe Bel dissocie sa gouvernance, Cécile Béliot devient directrice générale

WEB AGRI 16/05/2022

Le groupe familial Bel, propriétaire de Kiri, Babybel ou encore la Vache qui rit, a annoncé lundi avoir dissocié sa gouvernance, conformément au plan annoncé il y a un an : Antoine Fiévet, PDG depuis 2009, partage désormais les rênes avec Cécile Béliot, qui devient directrice générale.

Mc Donald teste la vaisselle réutilisable

ZEpro snack mai 2022 (article print en ligne p.14)

Sodial Food expert change de nom

ZEpro resto mai 2022 (article print en ligne p.36)

INFOS DIVERS

NOMINATION DU NOUVEAU GOUVERNEMENT

AFP - 16/05/2022 : Elisabeth Borne, une technicienne issue de la gauche à Matignon

Deuxième femme nommée Première ministre sous la Ve République, Elisabeth Borne, 61 ans, est une technicienne issue de la gauche réputée tenace et dont la loyauté pendant tout le dernier quinquennat, dans trois ministères difficiles, a fait la différence pour accéder à Matignon. Nommée 30 ans après Edith Cresson, seule Première ministre entre 1991 et 1992, Elisabeth Borne, qui fut directrice de cabinet de Ségolène Royal, est membre de l'aile gauche de la macronie, un atout à l'heure où s'annoncent de nouvelles réformes sociales, à commencer par "la mère des batailles" sur les retraites. Cette ingénieure née le 18 avril 1961 à Paris, diplômée de l'Ecole nationale des Ponts et chaussées et de Polytechnique, haute fonctionnaire, se définit elle-même comme "une femme de gauche" avec "la justice sociale et l'égalité des chances" au cœur de ses combats. A son arrivée au ministère du Travail en juillet 2020, déjà en pleine crise sanitaire liée au Covid-19, elle a notamment dû gérer le très contesté dossier de la réforme de l'assurance chômage, dénoncée unanimement par les syndicats. Présentée en mars 2021 dans une version "adaptée" à la crise, elle est pleinement entrée en vigueur en décembre, après avoir été un temps suspendue. A son actif également, le plan "Un jeune, une solution" présenté dès juillet 2020 qui a mobilisé une palette de dispositifs pour l'emploi, dont des aides massives à l'apprentissage, pour

éviter une "génération sacrifiée". Elle avait aussi hérité de l'explosif dossier des retraites, même s'il avait été remisé. Elisabeth Borne est la quatrième cheffe du gouvernement sous la Ve République à n'avoir jamais brigué un mandat au suffrage universel, après Georges Pompidou, Raymond Barre et Dominique de Villepin. Elle concourra aux législatives dans le Calvados en juin, une candidature confirmée par son entourage après sa nomination à Matignon.

AFP - 17/05/2022 : Aurélien Rousseau nommé directeur de cabinet de la Première ministre Elisabeth Borne

AFP - 20/05/2022 : Composition du gouvernement d'Elisabeth Borne

Voici la liste des 17 ministres, 6 ministres délégués et 4 secrétaires d'Etat du gouvernement du nouveau Premier ministre Elisabeth Borne, annoncée lundi par l'Elysée dans l'ordre protocolaire:

Ministres

Economie, finances et souveraineté industrielle et numérique: Bruno Le Maire

Intérieur: Gérald Darmanin

Europe et Affaires étrangères: Catherine Colonna

Garde des sceaux, Justice: Eric Dupond-Moretti

Transition écologique et cohésion des territoires: Amélie de Montchalin

Education nationale et de la jeunesse: Pap Ndiaye

Armées: Sébastien Lecornu

Santé et prévention: Brigitte Bourguignon

Travail, plein emploi et insertion: Olivier Dussopt

Solidarités, de l'autonomie et des personnes handicapées: Damien Abad

Enseignement supérieur, recherche et innovation: Sylvie Retailleau

Agriculture et Souveraineté alimentaire: Marc Fesneau

Transformation et fonction publique: Stanislas Guerini

Outre-mer: Yaël Braun-Pivet

Culture: Rima Abdul Malak

Transition énergétique: Agnès Pannier-Runacher

Sports et Jeux olympiques et paralympiques: Amélie Oudéa-Castéra

Ministres délégués

- Auprès de la Première ministre:

Chargé des Relations avec le Parlement et de la participation citoyenne: Olivier Véran

Egalité entre les Femmes et les hommes, diversité et égalité des chances: Isabelle Rome

- Auprès du ministre de l'Economie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique:

Comptes publics: Gabriel Attal

- Auprès du ministre de l'Intérieur et ministre de l'Intérieur et de la ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires:

Collectivités territoriales: Christophe Béchu

- Auprès de la ministre de l'Europe et des Affaires étrangères:

Commerce extérieur et de l'Attractivité: Franck Riester

Europe: Clément Beaune

Secrétaires d'Etat

- Auprès de la Première ministre:

Porte-parole: Olivia Grégoire

Mer: Justine Bénin

Enfance: Charlotte Caubel

- Auprès de la ministre de l'Europe et des Affaires étrangères:

Développement: Chrysoula Zacharopoulou

AFP - 20/05/2022 : A l'Agriculture, Marc Fesneau, héritier de François Bayrou (PORTRAIT)

Marc Fesneau, nouveau ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, qui succède à Julien Denormandie, rêvait de ce portefeuille de longue date. Il y accède en temps de guerre, avec pour mission l'indépendance alimentaire et la transition agroécologique. Ce bon élève du gouvernement, discret et loyal, est un proche de François Bayrou, et son futur successeur à la tête du MoDem. C'est un accomplissement pour Marc Fesneau, 51 ans, jusqu'alors ministre délégué aux Relations avec le Parlement et à la Participation citoyenne, mais dont le nom avait déjà circulé pour l'Agriculture en 2017 et 2019. Cet adepte de la chasse, qui fut dans le temps directeur du développement local de la chambre d'agriculture du Loir-et-Cher et défend volontiers la ruralité, a une certaine connaissance des dossiers. Dans les allées du Salon de l'agriculture fin février, il affirmait la nécessité de bâtir en France "une souveraineté sur le foncier, parce que la souveraineté sur le foncier, c'est la souveraineté sur notre alimentation".

La guerre en Ukraine et les tensions inédites sur l'approvisionnement en matières premières agricoles sur les marchés mondiaux ont précipité les urgences pour la Ferme France. Marc Fesneau a marqué des points au fil du quinquennat, malgré un échec aux élections régionales de juin 2021, où sa liste de la majorité présidentielle en Centre-Val de Loire était arrivée en quatrième position au second tour. Elu député en juin 2017 avec le soutien d'En Marche, il était devenu président du groupe MoDem à l'Assemblée. Sa popularité s'était étendue chez les "marcheurs": en 2018, il récoltait 86 voix lors de l'élection du président de l'Assemblée nationale, bien au-delà de celles des 46 députés MoDem, face à Richard Ferrand (LREM). "Il a de la finesse politique et sait aplanir les conflits", salue le député Jean-Louis Bourlanges, quand son collègue Erwan Balanant estime "difficile de lui trouver des défauts". En octobre 2018, il entre au gouvernement, nommé ministre des Relations avec le Parlement, et devient l'un des "chouchous" du Premier ministre Edouard Philippe, tout en gravissant les échelons du parti centriste. Après avoir grandi à Paris, Marc Fesneau s'est installé à Marchenoir, commune de quelque 600 habitants de la Beauce dont sa famille est originaire. Il devient conseiller municipal en 1995, à 24 ans, adhère à l'UDF puis au MoDem. Engagé au Sénat en 2001 comme assistant parlementaire de l'élue du Loir-et-Cher Jacqueline Gourault, il reprend en parallèle à 30 ans des études à Sciences Po. Elu conseiller régional du Centre en 2004, maire de Marchenoir en 2008, et tête de liste du MoDem pour les régionales de 2010, il est promu la même année secrétaire général du parti. Tenant de la ligne chrétienne-démocrate au sein du MoDem, ce père de trois enfants admet avoir évolué sur les questions de société, jusqu'à reconnaître s'interroger sur la fin de vie. Dans la famille centriste, volontiers girondine, il s'est également illustré en formulant des réserves sur une trop grande décentralisation. Son horizon est dégagé depuis que François Bayrou l'a nommé en début d'année numéro deux du parti et, de facto, son successeur désigné à la tête du mouvement le moment venu.

MATIERES PREMIERES ET INFLATION

AFP - 16/05/2022 : Après l'embargo indien sur les exportations, le prix du blé bat un record

Le cours du blé, au plus haut depuis la guerre en Ukraine, a battu un nouveau record lundi à l'ouverture sur le marché européen, à 435 euros la tonne, après l'annonce de l'Inde d'un embargo sur ses exportations de la céréale. Deuxième producteur de blé au monde, l'Inde a annoncé samedi interdire les exportations de cette denrée, sauf autorisation spéciale du gouvernement, face à la baisse de sa production due notamment à des vagues extrêmes de chaleur. New Delhi, qui s'était auparavant engagé à fournir du blé aux pays fragiles autrefois dépendants des exportations d'Ukraine, a expliqué vouloir assurer la "sécurité alimentaire" des 1,4 milliard d'habitants de l'Inde. Une décision qui va "aggraver la crise" d'approvisionnement en céréales au niveau mondial, s'est alarmé samedi le G7.

AFP - 17/05/2022 : Royaume-Uni: la flambée de l'énergie pousse l'inflation à 9%, record en 40 ans

LSA - 18/05/2022 : Inflation des produits de grande consommation : quel impact sur les MDD ?

Avec une inflation des produits de grande consommation aux alentours de 3 % et alors que la barre des 5 % pourrait être rapidement franchie, les Français opèrent-ils des arbitrages drastiques en faveur des MDD en général, et des premiers prix en particulier ? Pour le savoir, LSA a interrogé des panélistes et des experts.

Tribune Olivier Dauvers - 18/05/2022 : De la différence entre prix et valeur

AFP - 19/05/2022 : Le chef de l'ONU appelle la Russie à libérer les exportations de céréales ukrainiennes

AFP - 19/05/2022 : Peste porcine: les agriculteurs italiens sonnent l'alarme



LOI AGECE

Nouvelles obligations réglementaires pour les entreprises



Responsabilité Élargie du Producteur : nouvelles obligations issues de la loi AGECE et les effets à prévoir à partir de 2023.

La loi anti-gaspillage et pour une économie circulaire (AGEC) a défini des évolutions de fond pour la prévention et la gestion des déchets d'emballages ménagers. Ainsi, dès 2023, de [nouvelles mesures autour de la collecte, du recyclage et du réemploi](#) entreront en vigueur.

1. De nouvelles obligations pour les entreprises à compter de 2023

Adoptée en 2020, la loi AGECE fixe de [nouvelles obligations](#) aux metteurs en marché d'emballages et/ou à leur société agréée. Zoom sur ces nouvelles obligations qui s'appliqueront [à compter de 2023](#) :



① Hors foyer

Le renforcement des objectifs sur le périmètre « [hors foyer](#) » avec, notamment, la prise en charge de la collecte sélective des [emballages issus de la consommation nomade](#) - dite hors foyer - **sur l'espace public** (article L541-10-18.III).
→ [En savoir plus sur le hors foyer.](#)



② Déchets abandonnés

La prise en charge des coûts liés aux déchets d'[emballages ménagers abandonnés sur la voie publique](#) ou dans les [espaces naturels](#), y compris les **coûts de nettoyage** (article L541-10-2).
→ [En savoir plus sur les déchets abandonnés.](#)



③ Réemploi

En lien avec le [décret n° 2022-507 du 8 avril 2022](#) et [l'article 67 de la loi AGECE](#) portant sur la **proportion minimale d'emballages réemployés**, les sociétés agréées devront consacrer **5% des contributions pour le développement du réemploi**.
→ [En savoir plus sur le réemploi.](#)

2. Le cadre d'intervention et les conditions économiques sont encore en discussion

Ces **nouvelles obligations réglementaires** pour vos entreprises vont se traduire par **de nouvelles actions des sociétés agréées**, soit pour **financer les prestations** des collectivités locales sur la base des coûts nets optimisés, soit pour **opérer directement** sur certains sujets.

☒ Ce **nouveau périmètre de responsabilités** aura **des impacts sur le coût de la REP** et donc des contributions.

► Sur les **déchets abandonnés et le hors foyer**, **vos organisations professionnelles** échantent actuellement avec les pouvoirs publics pour convenir du cadre d'intervention des sociétés agréées et **des conditions financières associées**. Il s'agit de déterminer **le dispositif ayant le meilleur ratio coût-efficacité pour lutter contre les déchets abandonnés** et développer la collecte sélective des emballages consommés hors foyer.

► Sur **le réemploi**, et en lien avec **le décret n° 2022-507 du 8 avril 2022** (cf. [notre flash info du 21 avril 2022](#)), nous travaillons actuellement aux actions que Citeo pourra engager pour **permettre aux entreprises de développer le réemploi lorsque cela est possible**.

3. Des webinars pour vous accompagner

Pour en savoir plus sur **les enjeux** que représentent ces sujets et sur **les actions** qui ont d'ores et déjà été engagées, nous organisons **un cycle de 3 webinars d'une heure. 1, 2 ou 3 modules, à vous de choisir le(s) webinar(s) auxquels vous souhaitez participer. Inscrivez-vous vite !**



RENDEZ-VOUS

-  **Jeudi 2 juin à 14h : Le réemploi**
-  **Mardi 7 juin à 9h30 : Les déchets abandonnés**
-  **Mardi 14 Juin à 9h30 : La collecte hors-foyer**

 [via notre plateforme d'e-learning,](#)
[le campus circulaire](#)

 [S'inscrire aux webinars](#)